

LES ACTUALITÉS

Financement insuffisant

Plusieurs groupes environnementaux sont menacés de disparaître au Québec

Le Réseau québécois des groupes écologistes impute cette situation au ministre du Développement durable Thomas Mulcair

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Au rythme où vont les choses, il faudra placer plusieurs groupes environnementaux sur la liste des espèces menacées au Québec.

En effet, plusieurs groupes environnementaux, dont Action Rebut et le Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets, ont licencié récemment leur personnel en tout ou en partie, ont fermé leurs locaux et, dans certains cas, ils ne fonctionnent plus qu'avec les numéros de téléphone personnels de leurs

militants, faute de financement public en 2005.

C'est ce qu'affirmait au *Devoir*, il y a quelques jours, Ronald O'Neary, porte-parole du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE), qui impute cette situation au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Thomas Mulcair.

Le RQGE et le Comité aviseur de l'action communautaire autonome (CAACA), lequel représente 4000 groupes locaux au travers le Québec, ont accusé le ministre Mulcair d'avoir aboli en avril 2005 tous les programmes

de financement de son ministère, qui s'adressaient aux groupes environnementaux. En 2004, le gouvernement Charest avait même failli renier les engagements contractuels du gouvernement, qui s'était engagé dans un financement triennal afin d'accorder un soutien plus stable aux groupes. Québec s'est ravivé devant la menace de poursuites et a décidé de financer la dernière des trois années.

Absence de financement

En 2005, le gouvernement Charest s'est engagé à financer les groupes environnementaux par

l'entremise du Fonds vert, qui sera créé lorsque le projet de loi sur le développement durable sera adopté au printemps prochain en raison du report de la session en cours. L'absence de financement en 2005 risque cependant d'être fatal à plusieurs groupes. Depuis quinze ans, Québec préfère offrir aux groupes des «programmes d'action» qui les tenaient occupés sur le terrain plutôt que de les voir agir comme critiques de ses politiques.

Le RQGE et le CAACA estiment que le ministre Mulcair est responsable de la disparition en cours des groupes menacés parce

qu'il a refusé jusqu'ici de créer un fonds de transition entre l'ancien programme triennal de stabilisation des revenus et celui qu'offrirait son Fonds vert quand il sera opérationnel. Ils reprochent aussi au ministre d'avoir refusé «depuis des mois» de rencontrer les groupes pour discuter de ce problème crucial pour la survie de plusieurs.

Les groupes environnementaux remplissent plusieurs fonctions d'intérêt public. Ils participent à des audiences et commissions parlementaires à la suite de travaux d'analyse de projets de toutes sortes. On les voit, par exemple, systématiquement aux

consultations du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) et dans des conférences de presse sur toutes sortes de sujets. Ils vont aussi aider les citoyens à se mobiliser contre des projets qui dérogent aux principes qu'ils défendent. Le gouvernement peut difficilement nier que ces mobilisations ne sont pas cruciales pour la collectivité, comme l'a démontré le dossier du Suroît ou ces cas d'entreprises dont les comportements sont inéthiques, voire dangereux pour la santé publique.

Le Devoir

Les syndicats de Huntingdon lancent un appel à l'aide

Les programmes de reclassement n'ont pas donné les résultats attendus

FRANÇOIS DESJARDINS

Un an après le début des fermetures d'usines de textile à Huntingdon, qui se sont soldées par le licenciement de 850 personnes en six mois, les syndicats et ex-employés redemandent aux gouvernements de s'engager davantage et de mettre sur pied un programme d'aide aux travailleurs âgés. Outre «l'écoute et la compassion», a dit hier la coalition Action Solidarité Huntingdon, rien n'a été mis en place.

Les six usines ont fermé en deux temps. Il y a d'abord eu la fermeture des Usines Huntingdon le 19 décembre 2004 qui a entraîné 250 licenciements. L'entreprise Cley & Tinker, quant à elle, a graduellement fermé ses cinq établissements d'avril à juin 2005 pour un total de 600 pertes d'emplois.

Deux programmes de reclassement ont été mis sur pied pour les employés. Pour les ex-travailleurs des Usines Huntingdon, 55 des 132 personnes qui s'étaient inscrites ont trouvé un autre emploi alors que 32 sont en formation, a indiqué hier la coalition. Vingt-quatre cherchent toujours alors que quatre personnes ont créé une entreprise. La situation des ex-employés de Cley & Tinker, dont le licenciement s'est fait au printemps et cet été, est moins reluisante. Sur les 398 inscriptions au programme, 224 personnes sont toujours à la recherche d'un emploi alors que 92 ont trouvé du travail. Cinquante-sept personnes sont en formation.

Le sort le plus difficile est réservé aux travailleurs de 50 ans et plus, qui se chiffrent au total à plus de 200. Selon Pierre-Jean Olivier, représentant national des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC-FTQ), 90 % d'entre eux sont toujours sans emploi.

Plusieurs rencontres ont eu lieu avec la ministre québécoise de la Solidarité sociale, Michelle Courchesne, au sujet d'un programme pour travailleurs âgés. «Elle nous dit que des discussions ont cours entre fonctionnaires fédéraux et provinciaux, que ça va bon train, mais que ce n'est pas encore rendu au Conseil du trésor [fédéral] pour demander le financement d'un tel programme. Il y a loin de la coupe aux lèvres», a dit M. Olivier.

« Dans un contexte d'élections, on est à la recherche d'engagements fermes de tous les partis »

Un programme d'aide aux travailleurs âgés — visant à faire le pont jusqu'au début des prestations de retraite — a déjà existé au niveau fédéral. Créé en 1988, il a été aboli par les libéraux en 1997. En juin dernier, le Bloc québécois, qui en fait un élément de sa plateforme électorale, a fait adopter une motion en Chambre des communes visant à recréer le programme. Le parti de Gilles Duceppe estime qu'un tel programme devrait être géré par Québec et financé «dans le cadre d'une entente comparable à la formation de la main-d'œuvre».

Le maire de Huntingdon, Stéphane Gendron, appuie les revendications présentées hier. «Le potentiel serait de couvrir 200 personnes qui pourraient prendre leur retraite après avoir travaillé toute leur vie», a-t-il dit lors d'un entretien.

Un projet d'usine de pâtes alimentaires a suscité l'enthousiasme dans la région, mais il reste toujours à régler certaines questions relatives à l'investissement que compte faire la Société générale de financement, a dit M. Gendron. Le promoteur du projet, Marini Impianti, entend toujours commencer les travaux le 1^{er} mai, a dit le maire. Le projet pourrait créer environ 200 emplois.

Le Devoir



SOURCE MONT-TREMBLANT

En dépit de la grève de ses 1500 employés, la Station Mont-Tremblant fonctionnait hier avec 26 pistes et trois remontées mécaniques.

Sprint de négociations pré-Noël à Mont-Tremblant

Les représentants syndicaux s'attendaient hier à recevoir une offre globale de l'employeur

FRANÇOIS DESJARDINS

Les représentants syndicaux des 1500 employés de la Station Mont-Tremblant qui ont déclenché samedi une grève générale et illimitée s'attendaient à recevoir hier soir une offre «globale mais non finale» de la part de l'employeur. La direction du centre, qui en assure le fonctionnement avec 200 cadres, estimait de son côté que les perturbations du week-end pourraient occasionner des pertes totalisant un million de dollars.

Sans contrat de travail depuis le 31 octobre, les employés des hôtels et des pentes demandent entre autres une augmentation salariale de 15 % sur trois ans, la création d'un régime de retraite, une plus grande participation de l'employeur au régime d'assurance collective et l'ajout de congés de maladie. Les préposés aux chambres, qui sont au nombre d'environ 350, gagnent en moyenne 13,90 \$, soit environ 2 \$ de moins que dans des hôtels de niveau similaire à Montréal, affirme le syndicat qui négocie avec la partie patronale depuis le mois de septembre.

Le président de la Fédération du commerce de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Jean Lortie, refusait hier soir de commenter les négociations, car celles-ci se déroulaient au même moment sous la supervision du conciliateur du ministère du Travail, Jean-Pierre Gosselin.

«On nous assure que 30 à 40 % du chiffre d'affaires de la station est généré pendant les fêtes alors le rapport de force des employés est colossal en ce moment [...] La grève est une véritable catastrophe pour la direction de Tremblant, et les 72 prochaines heures sont critiques», avait cependant indiqué M. Lortie en après-midi. Les employés avaient commencé la journée de samedi par un débrayage de 24 heures, mais ont subitement décidé, le jour même, de le transformer en grève gé-

nérale. «Le non-retour au travail a un peu désorganisé la direction», a ajouté M. Lortie.

26 pistes ouvertes sur 94

La station fonctionnait hier avec 26 pistes et trois remontées mécaniques, a affirmé en la porte-parole de la direction, Lyne Lortie. «Normalement, avec la neige qu'on a, on aurait roulé avec 94 pistes. Mais samedi les hôtels étaient pleins à 98 %». Elle n'a pas voulu en dire très long sur les pourparlers. «Je ne peux confirmer [qu'il y aura dépôt d'offre], mais il y a des chances.» Les négociations achoppaient, selon elle, «sur le fait que le grand nombre de leurs demandes représentent une augmentation de 47 % de nos coûts d'exploitation sur trois ans, ce qui est trop. Ce n'est pas viable du tout».

Mme Lortie a refusé de dévoiler la taille des coûts d'exploitation annuels de la station. Celle-ci reçoit chaque année 2,3 millions de visiteurs, a-t-elle toutefois précisé, dont 1,1 million l'hiver. Environ 35 % de la clientèle est américaine, 35 % est ontarienne, 20 % est québécoise et 10 % est internationale. Sur le site Web officiel en fin de semaine, la direction invitait les skieurs à ne pas se présenter.

La CSN a signé depuis cet été 27 contrats de travail dans des établissements hôteliers du Québec. C'est la première fois que le syndicat de Tremblant décide de se joindre aux négociations du secteur. Cela vient peut-être du fait que le syndicat, affilié à la CSN depuis 1983, ne s'identifiait pas forcément à l'industrie hôtelière, a estimé M. Lortie.

Dans les 27 hôtels en question, les syndicats affiliés à la CSN ont décroché des augmentations salariales de 11 % sur trois ans. Le syndicat de Tremblant estime devoir faire du rattrapage à ce chapitre.

Le Devoir

EN BREF

Bousculade en Inde

New Delhi — Quarante-deux sans-abri ont trouvé la mort et 37 autres ont été blessés dans une bousculade survenue hier lors d'une distribution de coupons alimentaires dans le sud de l'Inde, a-t-on appris auprès des autorités et de témoins. La tragédie a eu lieu au petit matin à Chennai, appelée autrefois Madras, où des milliers de personnes attendaient la distribution de coupons dans un centre accueillant des victimes des inondations dans l'état du Tamil Nadu. «Environ 5000 personnes se sont précipitées quand les portes se sont ouvertes, provoquant la bousculade», a déclaré S.Chandramohan, chef de l'administration de Chennai, contacté au téléphone. — Reuters

Associated Press

LOTO QUÉBEC		Résultats	
SUPER 7		Tirage du 2005-12-16	
04 06 07 22 23 39 42	Complémentaire : 05	6/7	0 17 000 000,00 \$
Ventes totales : 22 370 834 \$		6/7+	3 136 216,50 \$
Prochain gros lot : 20 000 000 \$		6/7	142 2 518,10 \$
		5/7	8 363 152,70 \$
		4/7	184 119 10,00 \$
		3/7+	172 967 10,00 \$
		3/7	1 542 107 Participation gratuite
649		Tirage du 2005-12-17	
04 13 18 19 42 43	Complémentaire : 45	6/6	1 10 000 000,00 \$
Ventes totales : 18 283 948 \$		5/6+	0 371 707,90 \$
Prochain gros lot (appr.) : 4 000 000 \$		5/6	157 1 955,80 \$
		4/6	8 315 69,90 \$
		3/6	160 211 10,00 \$
		2/6	105 372 5,00 \$
49		Tirage du 2005-12-17	
03 21 23 28 31 34	Complémentaire : 17	6/6	0 1 000 000,00 \$
Ventes totales : 18 283 948 \$		5/6+	1 50 000,00 \$
		5/6	13 500,00 \$
		4/6	1 043 50,00 \$
		3/6	19 934 5,00 \$
		2/6	503 866,50 \$
Extra		Tirage du 2005-12-16	
NUMÉRO 122240	LOT 100 000 \$	NUMÉRO 528284	LOT 100 000 \$
Celebration 2006		UN TIRAGE CHAQUE JOUR DE DÉCEMBRE	

SERVICE À LA CLIENTÈLE

HORAIRE DU TEMPS DES FÊTES

Jeudi, 22 décembre : 7h30 à 16h30

Vendredi, 23 décembre : 7h30 à 12h00 ***

Lundi, 26 décembre : FERMÉ

Mardi, 27 décembre : FERMÉ

Mercredi, 28 décembre : 7h30 à 16h30

***Pour être effectives le 24 ou le 28 décembre, les demandes d'arrêts temporaires de livraison par camelot doivent nous parvenir au plus tard le 23 décembre avant 10h00.